

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux

pour la Ve République

Mars - Avril 2010 : n° 62

Editorial

La bouée



Le verdict des élections régionales des 14 et 21 mars est maintenant tombé. Comment l'interpréter ?

Il convient, d'abord, d'en reconnaître exactement la portée. Ce sont des élections à la signification forcément limitée par les compétences elles-mêmes limitées (essentiellement aux lycées et aux transports) des régions françaises. Ce sont, en outre, des élections «intermédiaires», traditionnellement difficiles pour les formations au pouvoir à qui sont attribuées, surtout en période de crise, toutes les responsabilités des malheurs de chacun : nous noterons seulement à quel point l'instauration du quinquennat aggrave aujourd'hui les choses, puisque le gouvernement n'a pas le temps de «récupérer», avant que ne soit lancé le débat pour les élections présidentielles de 2012 !

Dans ce cadre, les explications données – ou refusées – au mouvement électoral caractérisé par l'importance de l'abstention et la montée des forces de gauche doivent donc être relativisées. Ce qui ne doit pas empêcher la majorité nationale de s'interroger sur la nature des réformes qu'elle veut encore proposer – à juste titre – au pays, sur leur style, sur les maladresses qui ont souvent accompagné leur mise en œuvre ; sur le flou des

repères dont tout électoralat a besoin pour s'exprimer en toute clarté.

Mais là n'est pas, pour nous, l'essentiel. Nous préférons interpeller la majorité actuelle sur sa finalité profonde. A partir du moment où elle ne se présente que comme un simple rassemblement

des droites, elle ne doit pas s'étonner qu'elle se coupe, de ce fait même, de larges bataillons du peuple français. Quelques raids réussis dans les rangs de l'adversaire, même s'ils ont concerné des personnalités de qualité, n'ont pu remplacer les vastes rassemblements républicains que le gaullisme avait suscités en se situant au centre politique, social et moral du pays.

C'est cette voie qu'il faudra, qu'il faut reprendre le plus vite possible. La tâche est rude et le temps limité. Mais, dans la tempête, il existe une bouée : les institutions de notre République, même si elles sont aujourd'hui mutilées par le quinquennat et amoindries par la réforme de 2008. Mais nous pouvons encore nous grouper autour d'elle pour sauver l'Etat juste et fort dont la France a plus que jamais besoin pour se moderniser dans la justice.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965



Malgré les pertes, les douleurs, malgré la fatigue des hommes, malgré les difficultés matérielles, rebâtissons notre puissance ! Voilà quelle est, désormais, la grande querelle de la France.

Général de Gaulle - *Discours du 22 novembre 1944 à l'Assemblée consultative -
Discours et messages, édition Plon, t. I, p. 485.*



NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire



On a généralement considéré le discours prononcé le 24 mars 1968 à Lyon par le général de Gaulle à l'occasion de l'ouverture de la 50e foire internationale de la ville comme le premier pas accompli par le chef de l'Etat en faveur du développement des régions dans le pays. Et on a eu raison. Mais on a trop souvent oublié dans quel sens d'ouverture à nos voisins européens cette position avait été prise. Il importe de le rappeler, en notant le caractère à la fois réaliste et audacieux qu'il prévoyait pour cette coopération.

— «Tandis que notre unité profonde est, désormais, bien assurée, la transformation qui tend à mieux répartir toutes nos activités sur toutes les terres de notre peuple avive, du même coup, toutes les sources de notre existence. Mais aussi, chacune des régions qui sont bordées par notre frontière nous met tous, à mesure de son propre développement, en relation plus directe et plus étroite avec l'extérieur. C'est vrai pour le Nord par rapport au pays belge, néerlandais, luxembourgeois, qui l'avoisinent ; pour la Lorraine et pour l'Alsace vis-à-vis de l'ensemble rhénan ; pour la

Franche-Comté au contact de la Confédération helvétique ; pour la Provence et le Languedoc à l'égard du monde méditerranéen ; pour l'Aquitaine qui touche à la péninsule ibérique ; pour la Bretagne plongeant dans l'Atlantique ; pour la Normandie à portée des Iles Britanniques. Combien est-ce vrai aussi pour la région rhodanienne prolongeant le bassin du Rhin et limitrophe de l'Italie et de la Suisse !

Or, le fait est que notre pays, redevenu maître de lui-même, n'en est que plus disposé à la coopération, notamment dans le domaine économique dont, désormais, tout dépend. Il le prouve en participant activement à la Communauté des Six, en envisageant volontiers, pourvu que celle-ci demeure intacte, des arrangements quant aux échanges spécifiques à l'Europe occidentale, en développant ses rapports avec l'Est de notre continent, en élargissant ceux qu'il pratique avec le monde tout entier, enfin en se tenant prêt à apporter sa contribution à l'établissement d'un système monétaire qui serait équitable, impartial, inébranlable, et par là justifierait la confiance universelle».

*Discours et Messages,
tome V, édition Plon, pp. 272-273.*

CHRONIQUE

Chronique

Pour une Europe responsable



S'il est une particularité française, c'est bien la propension systématique à faire de la question européenne une question de principe, plus encore, un débat idéologique. Nos lecteurs n'échappent pas plus à cette règle que l'auteur de ces lignes. Et pourtant, le constat s'impose : l'Europe a pris, presque sans que l'on s'en aperçoive, une

voie qui rend nos vieilles polémiques obsolètes. A l'heure même où le Traité de Lisbonne vient, après moult péripéties, d'être ratifié par l'ensemble des 27 membres de l'Union européenne, il faut, encore et toujours, redéfinir le projet européen.

Ne nous méprenons pas, il ne s'agit pas de reprendre la course effrénée au meilleur traité qui, depuis Maastricht, a conduit la construction européenne de déceptions en échecs. L'on ose même

espérer que, au contraire, nous allons enfin pouvoir nous poser, laisser un peu de temps aux peuples européens pour adopter, intégrer ces clarifications institutionnelles... Mais si les techniques institutionnelles sont une chose, le projet politique en est une autre. Et, au-delà des institutions, nous ne saurions davantage nous voiler la face : la question de l'avenir reste entière. Pourtant, nous continuons de l'éviter avec un soin tout particulier, oubliant qu'on ne saurait plus longtemps faire l'économie d'un nouveau débat de fond, sauf à être, une fois encore, rattrapés par l'Histoire.

Car si l'on veut que la France joue encore le rôle moteur qui, avec d'autres, a pu être le sien par le passé, il est urgent que nous dépassionnions le débat, que nous regardions l'avenir à la lumière de la réalité. Ce sont des rêves perdus – victoire des inter-gouvernementalistes ou échec des fédéralistes peu importe – qui, tout en appartenant définitivement au passé, paralysent les esprits et les volontés, effrayés à l'idée que les fractures de 1992 et de 2005 puissent à nouveau ressurgir dans le débat public.

La classe politique est hantée par le souvenir d'un débat passionné, passionnel même. Le courant fédéraliste, qu'il ait été d'inspiration démocrate-chrétienne ou socialiste, a pris en France une forme particulière. Peut-être cela est-il dû aux traumatismes des origines, à l'échec initial de la CED, à cette obligation dans laquelle se sont trouvés les «pères fondateurs» de faire proposer certain projet, né dans des esprits français, par des ministres... belges et néerlandais. A moins que cela ne soit dû à cette première décennie des Communautés européennes dont le succès fut conditionné par le bon vouloir d'un adversaire politique, le Général de Gaulle. Peu importent les raisons véritables, le fait est que la question est peu à peu devenue quasi religieuse. Si bien que l'on se souvient qu'il n'y a pas si longtemps que cela, une sorte de clergé européen excommunait à tour de bras ceux qui avaient le malheur d'exprimer des doutes, coupables sans doute de ne pas avoir été touchés par la grâce fédéraliste. Aujourd'hui encore le souvenir du plan Fouchet est pour beaucoup un repoussoir. Evoquer la Russie est presque prononcer un gros mot. Quant à parler de bureaucratie bruxelloise et dénoncer la course à la réglementation, cela vous renvoie ipso facto dans le camp des démagogues, quand ce n'est pas celui des nationalistes ringards. Et pourtant ! A l'heure où la Commission européenne commence à déréglementer, posons-nous. Interrogeons-nous. Après tout, que serait l'Europe aujourd'hui si le Plan Fouchet était la règle ?

L'Europe a changé. 1992 est si loin ! Et 2005 nous a échappé. Alors que nous débattions, nous ne voyions pas que les dés étaient déjà jetés.

Les raisons de ce changement sont multiples.

Au premier rang d'entre elles, il y a bien sûr, l'élargissement. Au-delà des complications institutionnelles, en plus des difficultés à poser des règles de votes qui satisfassent chacun des Etats membres sans nuire à la qualité de la prise de décision, il y a là une nouvelle dimension politique fondamentale. Les nouveaux entrants n'ont jamais partagé l'ambition européenne des origines. Le rêve fédéral leur est étranger. L'idée même d'une Europe politique leur est souvent indifférente. Quand un premier ministre tchèque disait de son pays qu'il n'était pas sorti de dizaines d'années de soumission à Moscou pour se mettre sous la coupe de Bruxelles, il résumait tout. Au-delà des discours, sans passion, sans extrémisme, dans la réalité de cette histoire où les nations ont été bafouées, ignorées, seule l'Europe des nations saurait avoir un sens. Cela s'impose aux Etats fondateurs dont nous sommes comme un donné. Peu importent désormais les projets passés : le rêve fédéral n'est pas, ne peut pas être, partagé. L'avenir est autre.

Mais, en réalité, lors de l'élargissement à 25, puis à 27, plus encore que l'idéal fédéraliste, c'est l'idée même d'une Europe politique qui était ébranlée. On ne reviendra pas sur le phénomène de dumping social et fiscal auquel on a pu assister et qu'Hubert Védrine a si bien décrit. Il est inutile de rappeler l'épisode de la directive Bolkenstein, si ce n'est pour en souligner le caractère éminemment symbolique. Car c'est l'idée d'une communauté d'intérêt, de loyauté politique et économique entre les Etats membres qui était en jeu.

Or la crise financière à laquelle nous assistons depuis des mois redistribue peut-être les cartes, modifie sans doute la donne. Les meilleurs élèves de la Commission européenne ont été les plus touchés et le principe de l'indépendance de la Banque centrale européenne a montré ses dangers.

Quant au plan de relance européen, il ne peut malheureusement que prêter à sourire. Est-ce là l'échec de l'Europe ? Non, justement. Car c'est face à la crise financière elle-même, face à l'imprévu de marchés devenus fous que s'est imposée l'Europe politique. Car lorsqu'elle a agi, elle s'est montrée politique, intergouvernementale, décisionnelle. Les institutions indépendantes ont d'elles-mêmes reconnu la primauté du politique au moment où la Commission s'en remettait au Conseil. Cette Europe-là, celle d'un Conseil qui agit, prend des risques, n'hésite pas à se défaire du dogme et du corset réglementaire des traités quand cela est nécessaire est assurément la véritable Europe politique. Une Europe responsable. Pour dire les choses franchement : une Europe gaullienne.

Diane LE BEGUEC
Enseignant chercheur

POINT DE VUE

Point de vue

De Gaulle face à l'opinion publique italienne

Nous avons déjà noté l'intérêt que l'historiographie étrangère portait de plus en plus au général de Gaulle et au gaullisme. Nous sommes d'autant plus heureux d'accueillir ici le point de vue d'une universitaire française travaillant désormais surtout en Italie, Mme VODOVAR, docteur en histoire de l'Université de Paris X Nanterre et de la LUISS romaine, chargée de cours à l'Université de Salerne. Une bibliographie détaillée pourra être fournie à ceux de nos lecteurs qui le souhaiteront.

Depuis le début des années 1990, la figure du général de Gaulle a suscité plus d'une étude en Italie, rompant ainsi avec le silence quasi total des universitaires sur le sujet d'une part, et avec une production pamphlétaire traditionnellement très critique d'autre part. Même si elle n'est pas toujours explicite dans les motivations des auteurs de ces ouvrages récents, il est néanmoins possible d'établir une corrélation directe entre l'actualité politique italienne et mondiale et le regain d'intérêt de ces chercheurs pour un personnage jusqu'alors honni. En effet, ces études se sont focalisées moins sur le personnage en lui-même que sur son action et sur son héritage, et ce dans deux domaines qui, depuis la fin des années 1980, sont au centre de nombreuses interrogations : celui des institutions et celui de la politique européenne.

Le retour de De Gaulle en 1958 avait été accueilli avec beaucoup d'appréhension par les milieux politiques, diplomatiques et intellectuels italiens. L'on craignait les conséquences présumées de ses idées sur le « primat de la nation » et sur la « grandeur » en matière de politique étrangère et européenne et l'on s'insurgeait contre la résurgence du fascisme aux frontières de l'Italie ou contre les risques d'instauration d'un régime dictatorial. A l'époque, les groupes ou personnalités qui s'intéressèrent de manière positive au défi politique et institutionnel lancé par De Gaulle, y voyant une source d'inspiration pour une réforme des institutions italiennes, provenaient

de matrices idéales, différentes voire opposées, mais qui étaient toutes, pour différentes raisons, condamnées à rester marginales dans le panorama politique italien. Les deux « prophéties » d'une fin inéluctable de la Communauté Economique Européenne et d'un retour de la réaction et du fascisme se basaient sur une connaissance partielle voire approximative de la complexité de la pensée de De Gaulle sur l'Europe et sur les institutions.

L'image d'un De Gaulle « anti-européen » fut entretenue par les premiers historiens de l'intégration européenne dont la production fut fortement influencée par leur engagement dans les mouvements fédéralistes européens. Face à l'hégémonie d'une telle historiographie militante, basée essentiellement sur les théories fonctionnalistes, De Gaulle finit inévitablement par incarner la figure de l'antagoniste qui, avec la crise de la « chaise vide » et le « compromis du Luxembourg », réussit à prévaloir sur les « bons » européens et à détruire l'Europe qui aurait « pu » ou « dû » exister. Une historiographie manichéenne qui fut nuancée à la fin des années soixante-dix par des travaux plus rigoureux et moins impliqués dans la conjoncture.

Depuis une dizaine d'années, la disponibilité d'archives toujours plus nombreuses mais aussi le besoin éprouvé par de nouvelles générations de chercheurs de se détacher de certains lieux communs a favorisé l'élaboration de reconstructions historiques plus convaincantes. Ces études ont permis une réévaluation de l'action européenne de De Gaulle : de son rôle permettant à la France de respecter ses engagements communautaires en 1958, à l'échec du plan Fouchet ou à la crise de la « chaise vide », non plus considérés comme résultats de la seule action de De Gaulle, mais comme le produit d'une crise plus complexe des relations communautaires dans laquelle les partenaires de la France prirent souvent des positions ambivalentes. Dans une étude qui reste la plus approfondie sur De Gaulle, Gaetano Quagliariello a mis en évidence l'importance de la combinaison entre une approche réaliste (la centralité attribuée aux circonstances) et idéologique (la grandeur de la France et le primat des nations) de la politique

internationale : combinaison qui permet de mieux interpréter les succès de la politique européenne du Général (PAC, frein aux pressions pour une évolution supranationale de la construction européenne), mais aussi ses échecs, tel que l'axe franco-allemand à partir duquel De Gaulle espérait forcer les équilibres rigides de la guerre froide et affirmer le rôle de la France en opposition aux puissances anglosaxonnes.

Quant à la vision d'un De Gaulle fasciste, réactionnaire ou prémisse à une évolution autoritaire en France, les universitaires ont, là aussi, reproduit les « clichés » de la critique politique et journalistique. Si les historiens se sont dans l'ensemble désintéressés de la question, les politologues et constitutionnalistes ont donné, au moins jusque dans les années quatre-vingt, un jugement négatif sur le système politique français. L'interprétation du « coup d'Etat » dominait, et la Ve République était analysée comme un régime autoritaire et une dictature plébiscitaire. Ces études s'intéressaient moins à la fonctionnalité du régime qu'à son degré présumé de démocratie. Une première évolution eut lieu dans les années quatre-vingt, notamment en raison du débat politique relancé sur le thème des institutions par les socialistes qui permit une première réévaluation des théories présidentielistes. Mais il faut attendre les années quatre-vingt dix pour voir la Ve République devenir un véritable modèle, ou plus exactement un cadre de référence. La perspective d'un semi-présidentialisme à la française, même « amélioré », semble toutefois avoir été abandonnée ces toutes dernières années et la Ve République a même à nouveau donné lieu récemment à une lecture très critique, qui voit dans la

longévité des « incohérentes institutions » de 1958 non pas une grande capacité d'adaptation et une certaine virtuosité, mais l'intérêt des successeurs du Général à les maintenir en place.

Au delà de l'intérêt pour les institutions proprement dites, les politologues et les historiens se sont également intéressés au rôle de De Gaulle dans les transitions politiques de l'après-guerre. Ces analyses se sont toutes interrogées sur les mécanismes de la démocratie et notamment sur l'exercice du leadership. Elles ont donné lieu à des interprétations parfois différentes, voire opposées : les unes insistent sur le poids du charisme dans la biographie politique du Général, les autres sur son caractère « antipolitique ». La très dense étude de Quagliariello est certainement celle qui a le mieux cerné la figure du Général, permettant ainsi, plus que toute autre, de dépasser l'image caricaturale d'un De Gaulle dictateur et fasciste. Elle a également permis de mieux comprendre les lignes de continuité entre la transition manquée de 1946 et celle réussie de 1958, et de sortir des jugements purement normatifs sur le retour au pouvoir du Général.

Tout comme la réévaluation de la politique européenne de De Gaulle, celle des institutions qu'il a léguées semble passer à travers une reconnaissance explicite de ses mérites, mais également de ses limites. De cette manière, l'historiographie italienne la plus récente a contribué à restituer un De Gaulle moins irrationnel et énigmatique et plus compréhensible.

Christine VODOVAR

DIALOGUES

Dialogues

1 *Que pensez-vous du rapprochement entre la France et la Russie qui vient de s'amorcer ?*

La Lettre d'Argos : Nous l'approuvons totalement. Nous avons depuis longtemps, dans ces colonnes, réclamé l'établissement d'un dialogue sans complexes ni préalable avec notre grand voisin de l'Est. L'Histoire et la géographie le justifient également, sous réserve de deux considérations.

La première tient à la nature du régime de

notre partenaire. Même si des campagnes de presse intéressées n'ont cessé d'insister sur son caractère autoritaire, voire dictatorial, nous ne trouvons pas dans cette situation – que l'on peut déplorer – un motif pour refuser de normaliser les rapports de la France avec un pays encore traumatisé par soixante-dix ans de régime soviétique. Nous n'avons pas à nous demander si M. Medvedev est plus ou moins démocrate que M. Poutine. Il devrait nous suffire de rappeler sereinement nos propres valeurs pour

que les choses soient claires entre nous. Ce qui ne nous empêchera pas d'espérer que les convergences entre les deux pays ne soient plus seulement économiques dans les années à venir. Ni de condamner le «cordon sanitaire» que l'administration américaine avait voulu établir autour de la Russie, au risque d'infliger de nouvelles humiliations à un patriotisme déjà blessé.

Notre deuxième remarque concerne le comportement de nos « *alliés* » de la Communauté européenne et de l'OTAN. Nous comprenons les inquiétudes, encore renouvelées par la crise géorgienne, des voisins les plus proches de la Russie, qui gardent un souvenir cuisant de la domination soviétique. Mais nous dénonçons à ces organisations le droit de s'immiscer dans les opérations de notre commerce extérieur. Malgré les pressions qu'il a subies, le gouvernement français a tenu bon jusqu'à présent. Nous nous en réjouissons, tout en restant vigilants.

2 Pourquoi insister tant, aujourd'hui, sur la nécessité de réindustrialiser la France ?

La Lettre d'Argos : Parce que l'on a, enfin, compris que la situation de cette branche essentielle de notre économie était grave.

Les Etats généraux de l'industrie qui viennent de se tenir ont en effet rappelé que le secteur industriel ne représentait plus que 16 % de notre valeur ajoutée (contre 30 % pour l'Allemagne) et que les parts de marché de l'industrie française ne cessaient de régresser, dans la zone euro, dans le monde. C'est le résultat de la conjonction de facteurs relativement anciens, qui se sont ajoutés les uns aux autres depuis que la grande ambition industrielle du général de Gaulle et du président Pompidou a été abandonnée au profit de la valorisation des services et des impératifs financiers, tandis que les conséquences des politiques fiscale et sociale sur la compétitivité des entreprises étaient mal évaluées.

Un certain nombre de mesures ont déjà été prises, opportunément, par les pouvoirs publics, qui ont permis de commencer à rendre le goût aux investisseurs de produire en France. On ne peut, dans l'immédiat, que former un vœu : c'est que cette politique trouve un pôle fort dans un ministère de l'Industrie libéré des étroites contraintes du ministère de l'Economie et des Finances ■

Informations

- La revue *Entrée libre* va paraître. Nous appelons tous ceux qui le peuvent à la soutenir.
- Les actes du colloque sur la « *Nouvelle société* » de **Jacques Chaban-Delmas** vont paraître en volume aux éditions *Economica*.
- Nous serons heureux de commémorer le **70e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940** en lui consacrant un numéro spécial de notre *Lettre*. Nous y reviendrons.



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement annuel :
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 80 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Mars - Avril 2010, n° 6772